

La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a rencontré des lecteurs de *La Liberté* et leur a répondu «L'indépendance des médias garantie»



« GUILLAUME CHILLIER

Aide aux médias » Ils étaient préparés. Ils s'étaient informés. Ils avaient de l'expérience dans leurs domaines respectifs. Certains voulaient en apprendre plus pour soutenir la campagne dans leur région. D'autres étaient indécis, voire méfiants. C'est dire si le paquet d'aide pour les médias, en votation le 13 février, ne fait pas l'unanimité. Les sondages le montrent, eux qui affichent une égalité plus ou moins parfaite avec un léger penchant pour le «non».

Quatre lecteurs de *La Liberté* ont rencontré mercredi Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale en charge de la Communication, et donc de l'aide aux médias. Dans une salle du Bernerhof, à deux pas du Palais fédéral, ils lui ont posé leurs questions. Et voici les réponses de la socialiste.

Jean-Paul Chassot, 75 ans, directeur retraité d'une imprimerie de presse: Je constate qu'il y a beaucoup de moyens supplémentaires mis à disposition des médias. Une certaine presse mérite cette aide. Mais pas toute la presse. Or votre paquet permet d'élargir l'aide indirecte aux gros titres d'éditeurs suisses alémaniques, ainsi qu'à la distribution matinale des journaux dominicaux, aussi propriétés de sociétés alémaniques. Finalement, ces derniers vont pomper une partie des subventions. Qu'en pensez-vous?

Simonetta Sommaruga: Le paquet de mesures en faveur des médias vise à ce que toutes les régions du pays puissent continuer de bénéficier à l'avenir aussi d'une couverture médiatique de proximité et d'une information diversifiée. En raison justement de la particularité de la Suisse, avec une grande région alémanique et deux petites régions romande et italienne, la loi est écrite de manière à favoriser davantage les petits et les moyens éditeurs. Plus le tirage d'un journal est petit, plus l'aide par exemplaire est élevée. Aujourd'hui, environ 80% des aides vont aux titres à petit et moyen tirage. Ce système proportionnel et dégressif reste en place et sera appliqué aussi pour l'aide aux médias numériques.

Max Jendly, 76 ans, musicien et journaliste: Les jeunes lisent la presse, mais de plus en plus sur des supports numériques. Alors que les médias en ligne sont bien plus récents que la presse écrite, pourquoi dès lors limiter leur aide à sept ans? N'auraient-ils pas besoin d'une aide plus pérenne afin de gagner de jeunes lecteurs? Aujourd'hui, les médias en ligne ne reçoivent aucun soutien. Il est prévu de leur accor-



Reçus à Berne par Simonetta Sommaruga, ministre en charge de la Communication, les lecteurs de *La Liberté* ne se sont pas gênés de lui poser toutes sortes de questions. Charles Ellena

der 30 millions de francs pendant une période transitoire. L'idée est de permettre une évaluation des aides d'ici quatre ou cinq ans. On pourra alors déterminer s'il faut donner davantage aux médias numériques et moins aux journaux papier, ou même s'il faut abandonner tout le système. Tout le monde est d'accord pour dire que le numérique va continuer à prendre de l'importance. Quant aux journaux papier, certains affirment qu'ils vont disparaître, d'autres qu'ils vont demeurer forts.

Max Jendly: Dans les débats sur la loi Covid, *La Liberté* a donné la parole aux partisans et aux opposants. Mais si je prends les journaux détenus par l'ancien conseiller fédéral UDC Christoph Blocher, ils n'ont pas proposé de débat équilibré. Auront-ils aussi droit à l'aide?

Pour assurer l'indépendance journalistique, l'aide indirecte aux journaux, qui existe d'ailleurs depuis 1849, ne prévoit aucun contrôle du contenu. Chaque média qui publie régulièrement sur différents sujets, et qui a des abonnés payants, a droit au soutien de la Confédération. Sont exclus ceux qui vivent uniquement de mécénat ou de publicité. C'est un point important, car nous considérons que les lecteurs doivent aussi contribuer au financement des médias. De plus, leur indépendance est garantie. Certains journaux sont très critiques envers les autorités, mais c'est très bien comme cela, aussi longtemps qu'il y a une diversité d'opinions.

Au final, les critères pour bénéficier d'un soutien sont conçus de manière à empêcher toute influence de la Confédération,

du Conseil fédéral ou du parlement sur le contenu des articles ou des émissions.

«Plus le tirage d'un journal est petit, plus l'aide est élevée»

Simonetta Sommaruga

Laurent Widmer, 46 ans, spécialiste en affaires publiques: Nous parlons beaucoup du particularisme de la Suisse, avec notamment ces votations quatre fois par année. Voyez-vous aussi une forme de particularisme dans le rôle des médias dans notre pays?



La Suisse, avec son fédéralisme, ses minorités, sa démocratie directe, a besoin de débat et d'une presse diversifiée qui reflète tous les points de vue et aide à ce que la population se forme une opinion. Aujourd'hui, vous, lecteurs de *La Liberté* ici présents, êtes bien informés sur le train de mesures en faveur des médias, mais il y a trois autres objets en votation le 13 février. Notre système est exigeant!

Je connais bien la situation fribourgeoise, j'ai vécu dans ce canton de nombreuses années. Il n'est pas facile pour les médias fribourgeois de répondre aux défis posés par le bilinguisme. Chaque média perd une partie du public à cause de la langue, alors que le gâteau publicitaire demeure le même. Une chose est sûre, ce ne sont pas les géants d'internet qui

vont parler de l'Hôpital de Tavel ou de la salle de spectacle de Villars-sur-Glâne, ni de votre club de football local. Ce sont nos racines et il est indispensable qu'on en parle, qu'on nous informe. La proximité et la démocratie directe font partie de notre ADN. Et elle a besoin de ses médias.

Mathias Buchwalder, 23 ans, étudiant et rédacteur pour l'Année politique suisse: Lors des débats, le parlement a finalement été plus généreux que le Conseil fédéral. Aussi, certains élus se sont prononcés en faveur du paquet d'aide mais sont aujourd'hui dans le camp des opposants. Comment l'expliquez-vous? Est-ce une manœuvre politique?

Il est vrai que le Conseil fédéral avait prévu un soutien plus modeste que le parlement. Ce dernier a notamment décidé d'augmenter l'aide pour la distribution matinale et dominicale, et pour les radios locales. Au final, le paquet a doublé en taille. Pour les lecteurs et les auditeurs, c'est plutôt une bonne nouvelle.

Concernant le revirement de certains élus, que dire? On pourrait certes s'attendre à ce que ceux qui défendent un projet au parlement le défendent ensuite devant le peuple. Le Conseil fédéral, lui, défend toujours ce que le parlement décide, même si son projet initial est passablement modifié. »

LES OPPOSANTS REFUSENT DES MÉDIAS «DIRIGÉS PAR BERNE OU ZURICH»

«C'est un clin d'œil», assure Félicien Monnier. Le comité romand «Non aux médias contrôlés» rencontrait hier la presse dans la salle sans doute la plus proche de la tour Edipresse à Lausanne. «Oui, la tour Edipresse et non pas Tamedia. Les noms de lieux s'inscrivent dans les mœurs, c'est la preuve qu'il ne faut pas centraliser», insiste celui qui préside le comité et aussi la Ligue vaudoise. Autant dire que «le clin d'œil» n'est pas si anodin: car si Edipresse a été racheté par l'éditeur zurichois Tamedia, l'aspect «Romands qui risqueraient de passer sous la coupe de la Berne fédérale ou des

grands groupes des bords de la Limmat» est mis en gros sur les affiches des référendaires: «Non aux milliards du contribuable pour les millionnaires zurichois des médias». Alors que les partisans de ce paquet d'aide soulignent au contraire leur volonté de soutenir les médias régionaux, locaux et de favoriser ainsi la diversité, le comité référendaire n'y voit que mensonges et contre-vérités. «Nous contestons ces affirmations officielles», lance Félicien Monnier. Il dénonce deux centralisations, l'une politique, l'autre économique. La première nie les particularités ter-

ritoriales et linguistiques, et vide encore plus les souverainetés cantonales». Le projet «relègue la Suisse romande (...) au statut de minorité à protéger, soumise au bon vouloir de la Berne fédérale et des groupes de presse zurichois». Le président du comité fustige ensuite la centralisation économique puisque, selon lui, la majorité de l'argent ira aux grands éditeurs alémaniques, ce qui signifierait que «l'avenir de la presse, en ligne ou non, se joue à Zurich». A ses côtés, le conseiller aux Etats PLR Philippe Bauer (NE) s'en est pris à «l'éta-tisation» des médias. RAPHAËL BESSON